



ACTIVITIES ET DECLARATIONS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

**Du Conseil de Genève en juin 2018 au Conseil
de Saint Domingue en janvier 2019**

Réunion du Conseil de l'IS aux Nations Unies à Genève

26-27 juin 2018



Le Conseil de l'Internationale Socialiste s'est réuni aux Nations Unies à Genève les 26 et 27 juin 2018 en vue de débattre des réponses sociales-démocrates aux questions les plus importantes à l'échelle internationale. Trois thèmes principaux étaient inscrits à l'ordre du jour : « La contribution de la social-démocratie à la résolution des conflits et à la paix et à la sécurité internationale », « Relever les défis de la démocratie dans le monde pour garantir les libertés et les droits de tous » et « Répondre avec nos valeurs et nos principes à la migration à l'échelle mondiale et à la souffrance actuelle des réfugiés ».

La réunion a été ouverte par le secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, qui a rappelé que les thèmes inscrits à l'ordre du jour se trouvent au cœur des priorités des socialistes et des sociaux-démocrates. Il a souligné que le multilatéralisme est une valeur phare de l'IS et un outil indispensable à la résolution des conflits. Les valeurs sociales-démocrates ont également été fondamentales pour instaurer et renforcer la démocratie dans de nombreux pays. Il a lancé un appel pressant à la lutte contre la montée du populisme, du nationalisme et de l'autoritarisme, autant de menaces pour les progrès réalisés les années précédentes. Il remarque que les migrants sont de plus en plus diabolisés en dépit du rôle positif joué par la migration dans la prospérité de l'humanité et regrette l'absence de solidarité de la part des pays les plus riches à cet égard.

Michael Møller, secrétaire général adjoint des Nations Unies et directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants en déclarant que c'était un plaisir et un privilège de les accueillir au Palais des Nations. Il s'est

exprimé sur l'état du monde actuel à une époque où la tendance est au diagnostic de la fin de l'ordre mondial, rappelant les enjeux de la défense et de la relance du multilatéralisme. Tout au long de son discours, le directeur général a souligné l'importance et le potentiel du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en tant que plan d'action soutenu par tous. Il a estimé que les réponses aux défis actuels ont pour point de départ l'unité et la solidarité, des valeurs qui sont au cœur de l'IS et partagées par les Nations Unies.

Dans son discours liminaire, le président de l'IS, George Papandreou, a décrit le sentiment d'urgence partagé par le mouvement, confronté aux nombreuses injustices de la société, aux profondes inégalités de l'économie mondiale, à la plus forte concentration du pouvoir et de la richesse ainsi qu'à la monstruosité des personnes ayant recours à la peur et à la violence pour accroître leur pouvoir et atteindre leurs objectifs. Il a indiqué que le multilatéralisme et la coopération sont menacés par la nouvelle administration américaine, ouvrant la voie aux mouvements anti-solidarité et au nationalisme extrême. Le rôle de la social-démocratie est de contrer la montée de l'extrême droite en révélant une autre voie, puis il a exhorté les délégués à user de passion et d'imagination dans leurs politiques en ce sens.

Au regard du premier thème, des contributions ont été apportées par un certain nombre de membres du Présidium de l'IS et de délégués directement impliqués dans les processus en cours de résolution des conflits. Ces discussions ont fait valoir le besoin de compter sur un ordre international fondé sur les règles et des efforts visant à renforcer la confiance entre les pays en proie à un risque de conflit. Un certain nombre de déclarations qui ont ensuite été adoptées à la fin de la réunion reflétaient les discussions sur la paix et la sécurité internationale, y inclus une déclaration sur la résolution des conflits en Afrique, une déclaration sur la question palestinienne, une déclaration sur le peuple kurde et une déclaration sur la péninsule coréenne.

Le deuxième thème du Conseil a été introduit par l'ancien président du Chili, Ricardo Lagos, qui s'est exprimé sur les défis de la démocratie. Il a considéré en particulier que les tendances actuelles prônant un monde dépourvu d'ordre mondial au sein duquel la démocratie ne pourrait aisément prévaloir, alors que les populismes prennent de l'ampleur dans les pays auparavant réputés pour leurs solides valeurs démocratiques. Une des réponses proposées suggère de faire de la démocratie un système plus horizontal ainsi qu'un instrument de changement permettant de rétablir la confiance dans les institutions. M. Lagos a remarqué que ces défis sont identiques dans le monde développé et en développement, et qu'il s'agit surtout pour les démocrates du monde entier de se montrer à la hauteur des réalisations de leurs aïeux et de faire preuve de courage. Les interventions sur la démocratie qui ont suivi se sont fait l'écho de ces sentiments alors que les délégués ont partagé de riches expériences sur le sujet, venus de pays où la démocratie est bien instaurée ainsi que de pays qui en sont quasiment dépourvus. Une déclaration sur les défis de la démocratie à relever dans le monde a ensuite été adoptée.

Omar Barboza, président du parlement vénézuélien (Assemblée nationale), invité spécial du Conseil pour aborder la situation critique de son pays, a expliqué que des millions de personnes ont fui le Venezuela du fait de la crise humanitaire provoquée par la corruption, la répression, la censure et l'absence de respect des droits humains. Il a appelé à de nouvelles élections présidentielles libres en présence d'observateurs internationaux impartiaux. Le Conseil a mis en évidence ces appels dans une résolution sur le Venezuela. Par la suite, le Conseil a exprimé sa position sur la situation dans certains pays eu égard à la démocratie et aux droits humains, en adoptant une déclaration sur le Nicaragua et une résolution sur

Djibouti. Une déclaration spéciale a été adoptée en reconnaissance des accomplissements du président Ibrahim Boubacar Keita au Mali et en soutien à sa nouvelle candidature aux élections de juillet 2018.

Les interventions relatives au troisième thème, « Répondre avec nos valeurs et nos principes à la migration à l'échelle mondiale et à la souffrance actuelle des réfugiés », étaient chargées d'émotion et de sincérité alors que les délégués ont exprimé leur soutien aux personnes en déplacement aujourd'hui dans le monde. Tous les participants se sont accordés à dire que la migration a joué un rôle historique crucial dans le développement et la prospérité de l'humanité, et demeure un phénomène positif. De nombreux orateurs ont fait mention de la dialectique utilisée pour diviser les migrants en différentes catégories à la hiérarchie implicite, entre réfugiés et migrants économiques, immigrés et anciens expatriés. Le Conseil a par la suite adopté une déclaration sur la migration mondiale et le sort des réfugiés, rappelant les droits humains fondamentaux et inaliénables de tous les migrants et le rôle central et positif joué par la migration dans l'histoire de l'humanité.

La présidente du Comité Éthique, Arianne Fontenelle (PS, Belgique), a remis un rapport sur les travaux du Comité. Quarante et une candidatures sont actuellement à l'étude pour adhésion. Le Conseil a approuvé les propositions du Comité d'octroyer le statut de parti membre de plein droit au MLPC de la République centrafricaine et de modifier le statut du parti Komala du Kurdistan iranien de membre observateur à membre consultatif. Il a approuvé l'adhésion du parti Rassembleman d'Haïti et du parti social-démocrate du Kirghizistan en tant que membres de plein droit ; du PPSF de Palestine et du CPP du Ghana en tant que membres consultatifs ; ainsi que du SDPS de Serbie et du MSD du Kosovo en tant que membres observateurs. Concernant l'adhésion à la Charte éthique de l'IS, le Conseil a donné son accord pour que le Comité Éthique procède à une enquête de conformité auprès du parti Fusion des sociaux-démocrates haïtiens (FSDH, Haïti), et dans le cas du parti membre au Bénin, que le président du Comité Afrique suspendrait volontairement son activité et la prochaine réunion du Comité régional devrait résoudre la question de la présidence.

Maurice Poler (AD, Venezuela) a remis son rapport en tant que coprésident du Comité d'Administration et des Finances, rappelant aux partis membres le besoin d'honorer leurs engagements financiers envers l'IS, à la fois pour maintenir leur statut et droit de vote au sein de l'organisation et pour permettre à l'IS de poursuivre un programme complet d'activités et d'être à la hauteur des ambitions de ses membres.

Il a été convenu que la composition finale du Comité de l'IS pour l'égalité des genres sera confirmée à l'occasion de la réunion annuelle du Présidium de l'IS au siège des Nations Unies à New York en septembre prochain pendant le segment de haut niveau de l'Assemblée générale.

En conclusion des débats du Conseil, le secrétaire général de l'IS est revenu sur les interventions qui ont émaillé les séances en présentant l'IS comme l'organisation légitime des sociaux-démocrates. Il a rappelé que l'IS conserve sa légitimité tant qu'elle demeure en cohérence avec les valeurs et principes identitaires de notre mouvement, et tant qu'elle est autogouvernée démocratiquement et autofinancée par ses membres, ce qui garantit son autonomie et son indépendance. Le Conseil, ajoute-t-il, nous a offert une voie à suivre et la mission de faire progresser nos conclusions.

Déclaration sur les défis de la démocratie à relever dans le monde

Original : anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réuni aux Nations Unies à Genève, analyse le rôle historique des socialistes et des partis sociaux-démocrates dans l'instauration, la consolidation et la défense de la démocratie. La plupart du temps, au cours de ces cinquante dernières années, des progrès sans précédent ont été réalisés, et les partis membres de l'Internationale Socialiste ont été parmi les premiers architectes de la démocratie dans leurs pays respectifs. Néanmoins, au cours des dix dernières années, la menace de régression des droits démocratiques a émergé et le Conseil a considéré les défis émergents et persistants de la démocratie ainsi que les moyens de les relever.

Le Conseil :

Réitère que la démocratie est le socle de toute société libre, juste et prospère et que les membres de l'IS, en leur qualité de partis politiques sociaux-démocrates, sont définis par leur engagement fondamental à la démocratie et à ses avancées.

Reconnait qu'en tant que sociaux-démocrates, nous ne pouvons considérer la démocratie comme acquise dans aucun de nos pays, en particulier lorsque les droits démocratiques ont été acquis relativement récemment. Il est crucial de rester vigilants en cas de régression vers les pratiques et systèmes non démocratiques précédents et de lutter contre la menace des forces anti-démocratiques.

Considère que la vague de populisme ayant émergé dans le monde d'aujourd'hui, en particulier le populisme de droite, représente un danger majeur pour les libertés durement acquises et chères aux partis membres de l'IS.

Reconnait que la désillusion ayant mené à la recrudescence du populisme trouve principalement sa source dans la réponse inefficace et injuste apportée à la crise financière mondiale qui fait rage depuis dix ans. Ceci est surtout lié aux politiques d'austérité dont les effets se font toujours sentir et ont eu le plus d'impact sur ceux ayant eu le moins de responsabilité dans la crise.

Appelle à une action coordonnée internationale pour surmonter les nouvelles menaces à la démocratie émanant d'organisations irresponsables capables d'exercer à la fois du pouvoir et une influence sur les processus électoraux, et de la rapide propagation de la désinformation d'influence sur les médias sociaux.

Souligne l'importance de la coopération et de la solidarité à travers les frontières internationales en proposant de l'aide à ceux qui luttent pour instaurer, consolider et défendre la démocratie. À cet égard, la force collective de l'Internationale Socialiste peut être déployée et avoir un effet considérable, en utilisant notre réseau mondial de militants, de partis membres et de représentants élus en faveur de la mobilisation pour la défense des droits démocratiques et des libertés.

DÉCLARATION SUR LA MIGRATION MONDIALE ET LE SORT DES RÉFUGIÉS

Original : anglais

Le Conseil de l'IS considère que la migration a joué un rôle central et positif tout au long de l'histoire de l'humanité ; nos ancêtres s'étant déplacés vers différentes régions de la planète en quête de perspectives d'avenir, de liberté et d'une meilleure qualité de vie. Ce sont des personnes qui ont contribué au développement et au progrès de leur région d'accueil grâce à leurs talents et à leurs efforts, façonnant les pays du monde tels que nous les connaissons aujourd'hui.

Le Conseil rejette toute tentative visant à présenter la migration au XXI^e siècle comme un phénomène négatif et la diabolisation associée des personnes traversant les frontières nationales. Les partis sociaux-démocrates s'opposent à la rhétorique anti-immigration de la droite populiste, qui ne fait que désigner des boucs émissaires sans dégager de solutions aux réalités actuelles.

L'engagement pris par le Conseil de l'IS sur la migration est ancré dans la Charte des droits des migrants de l'IS, adoptée par le Conseil aux Nations Unies à New York en 2015. Ce document, que tous les partis membres de l'IS se sont engagés à respecter, souligne les droits humains fondamentaux de tous les migrants, basés sur le respect de la vie humaine et des libertés fondamentales.

Le Conseil a étudié les tendances actuelles de la migration mondiale :

La mort de milliers de migrants en mer Méditerranée ces dernières années, alors qu'ils tentaient de la traverser en direction de l'Europe, est une catastrophe humanitaire de grande ampleur et une source de honte profonde pour l'humanité. Alors que nous avons besoin de solidarité, de compassion et d'assistance envers les autres habitants de cette planète, la rhétorique anti-migrants des partis populistes a créé une situation où il s'agit bien plus d'éloigner les migrants que de veiller sur la vie humaine. À cet égard, le Conseil est extrêmement préoccupé par la position récemment adoptée par les gouvernements d'Italie et de Malte en faveur du renvoi des navires ayant besoin d'assistance après avoir secouru des rescapés en mer Méditerranée. Le Conseil est également préoccupé par l'absence de réponse politique concertée au niveau européen, alors que les forces populistes et les nationalistes imposent leurs politiques migratoires caractérisées par la fermeture des frontières et la xénophobie. Ces déplacements de personnes exigent une réponse humaine et plutôt qu'une tentative de rendre les frontières extérieures de l'Europe infranchissables, et le Conseil applaudit les mesures prises par le gouvernement socialiste espagnol de Pedro Sanchez, vice-président de l'IS, pour donner à ces personnes un refuge.

L'émergence, l'année dernière, d'éléments attestant de la vente d'êtres humains comme esclaves en Libye est une preuve choquante et abominable du mépris profond pour les droits humains des migrants, bien souvent amenés involontairement dans le pays sur des prétextes fallacieux de trafiquants d'êtres humains. Une attention particulière est portée aux femmes et aux enfants, qui sont souvent victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Les migrants sont parmi les personnes les plus vulnérables de la société et particulièrement exposés à l'exploitation et aux mauvais traitements. Dans ce contexte, les récentes sanctions imposées par les Nations Unies à six Libyens responsables d'un réseau transnational de trafic et de traitement brutal à l'encontre des migrants constituent une étape positive pour la défense des droits humains.

Les partis populistes ont réussi à exploiter la question de la migration afin de remporter les élections et il est crucial que les partis sociaux-démocrates répondent. Tous les partis politiques doivent entendre les préoccupations légitimes de l'électorat, mais les sociaux-démocrates ont l'obligation morale et politique de défendre les droits humains des migrants et leur contribution au pays d'accueil. Ceux qui cherchent à attribuer les difficultés économiques, l'absence de cohésion sociale, le chômage et d'autres problèmes de société aux migrations le font par volonté d'arrêter les migrations et non pas pour trouver des solutions. En revanche, la recherche de solutions appropriées, justes et durables aux conséquences de la migration mondiale est au cœur de la démocratie sociale.

Il est tout aussi primordial de lutter contre la désinformation, en particulier les discours voulant que le monde développé soit assiégé par la migration de masse. Environ 85 % des réfugiés dans le monde sont accueillis par les pays en développement, lesquels sont bien souvent en proie à de graves problèmes économiques et sociétaux. Ceci n'est nulle part aussi vrai qu'en Afrique, qui accueille plus de réfugiés que toute autre région du monde, alors que le continent est présenté comme étant à l'origine de la crise mondiale des réfugiés.

Le Conseil condamne la politique de séparation des enfants migrants, principalement latino-américains, de leurs parents et leur placement en centre de détention, tel que l'a instituée l'actuelle administration américaine. Un tel traitement est fondamentalement cruel et constitue une violation manifeste des droits humains de ces enfants vulnérables, nombre d'entre eux sont extrêmement jeunes et risquent par conséquent de vivre un traumatisme.

Le Conseil rappelle ses précédentes déclarations sur le peuple Rohingya et enjoint à maintenir l'attention sur le sort des personnes forcées de fuir le Myanmar et chercher refuge au Bangladesh voisin. Il réitère ses appels à mettre fin aux persécutions et aux violations des droits humains à l'encontre des Rohingyas, rappelant le droit de tous les Rohingyas à revenir chez eux avec une garantie de sécurité, et exhorte la communauté internationale à maintenir la pression exercée sur les dirigeants et le gouvernement du Myanmar.

À l'heure actuelle, le nombre de personnes déplacées de force dans le monde est supérieur à tout ce qui a été enregistré depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce nombre comprend aussi bien les réfugiés transfrontaliers que les déplacés internes, et est représentatif des incidences plus vastes des conflits, du terrorisme et des changements climatiques sur les populations vulnérables. Le Conseil souligne que l'absence de mesures visant à trouver des solutions à la crise mondiale des réfugiés pourrait l'emporter si rien n'est fait pour lutter contre les causes à l'origine des mouvements transfrontaliers de personnes. Ceci exige une action concertée en faveur de la résolution des conflits, de la consolidation de la paix, du développement durable, de la démocratisation et de la lutte contre les changements climatiques. Voilà les défis majeurs de notre temps et ils ne pourront pas être relevés par un seul pays. Au cœur des réponses à apporter à la migration mondiale et au sort des réfugiés se trouve donc le principe du multilatéralisme.

La migration est une question que nous devons aborder avec humanité et avec le courage de nos convictions en tant que socialistes, au nom de la solidarité, du respect et de la justice sociale. Nous ne pouvons accepter la catégorisation simpliste des migrants légaux (demandeurs d'asile, réfugiés, etc.) d'une part, et des migrants illégaux (tous les autres, économiques, environnementaux) d'autre part, donnant la possibilité aux populistes de décider qui est accepté et qui ne l'est pas. Nous devons rétablir des canaux légaux pour la migration légale et les personnes déplacées de force. Nous devons nouer des relations stables avec les pays d'origine et de transit en vue d'une gestion conjointe des flux migratoires, en les aidant dans leur processus de développement et en créant des institutions démocratiques respectueuses des droits humains.

DÉCLARATION SUR LA RÉOLUTION DES CONFLITS EN AFRIQUE

Original : anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réuni aux Nations Unies à Genève les 26 et 27 juin 2018, a débattu de la contribution de la démocratie sociale à la résolution des conflits ainsi qu'à la paix et à la sécurité internationale.

Les conflits dans le monde détruisent des vies, entravent le développement et provoquent le déplacement forcé de populations civiles. La résolution des conflits et la promotion de la paix doivent par conséquent rester au cœur des principes sociaux-démocrates, que l'IS et ses partis membres cherchent à faire prévaloir en tout temps. De toute évidence, la paix est une condition préalable à la sécurité, au développement et au niveau de vie élevé de tout individu.

Dans ce contexte, le Conseil s'est intéressé au rôle fondamental de la résolution des conflits en Afrique, un continent au sein duquel l'IS a longtemps œuvré pour la paix et la sécurité. Il a reconnu l'engagement actif de plusieurs partis membres de l'IS à de nombreux efforts de consolidation de la paix et de résolution des conflits.

L'IS n'a cessé d'encourager la coopération régionale au Sahel pour lutter contre le terrorisme et renforcer la sécurité, et le Conseil réitère le soutien de l'IS au groupe opérationnel du G5 Sahel. Bien que la menace terroriste pèse toujours sur le Sahel, elle a été contenue grâce à une action concertée des gouvernements régionaux.

Quant au Sahara occidental, le Conseil exprime son soutien au secrétaire général des Nations Unies et à son envoyé spécial nouvellement mandaté dans leurs efforts pour parvenir à une solution politique, pacifique, juste et durable, qui soit mutuellement acceptable pour les deux parties au conflit, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies. Le processus devrait conduire à des négociations face à face entre les deux parties.

Le Conseil reconnaît les efforts déterminés et soutenus dans la région des Grands Lacs déployés par des pays de la région engagés en faveur de la paix. La Conférence internationale pour la région des Grands Lacs a été une tribune importante pour œuvrer en faveur d'une solution durable et négociée qui apportera la paix et la stabilité à la RDC, à la République centrafricaine, au Burundi et au Soudan, où les groupes terroristes et rebelles ont semé la destruction et la mort.

L'IS suit avec intérêt l'évolution de la situation en Libye et exprime son soutien aux actions du secrétaire général et de la vice-secrétaire générale des Nations Unies pour une solution politique impliquant l'ensemble des Libyens et dont le point de départ est l'organisation d'élections en vue de créer des institutions juridiques.

L'IS suit avec une grande attention l'évolution dramatique et préoccupante de la crise touchant les populations anglophones au nord-est et au sud-est du Cameroun et exhorte à nouveau le président Paul Biya à dégager une solution urgente et appropriée en vue de mettre un terme à cette crise dangereuse, avant que la situation ne se détériore dans l'ensemble du pays.

DÉCLARATION SUR LA QUESTION PALESTINIENNE

Original : anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réuni aux Nations Unies à Genève les 26 et 27 juin 2018, a organisé des discussions sur le thème de la paix et de la sécurité internationale et a réfléchi aux perspectives de paix au Moyen-Orient, rappelant les précédentes déclarations de l'IS, en particulier à l'occasion du Conseil de l'IS à New York en 2010, à Istanbul en novembre 2013, en décembre 2014 et en juillet 2015 ainsi qu'à Genève en juillet 2016.

Le Conseil:

Réaffirme le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, notamment le droit à son État indépendant de Palestine, sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, et réaffirme son engagement, conformément au droit international, à mettre un terme à l'occupation israélienne de l'État palestinien, effective depuis 1967, afin d'atteindre la solution des deux États, en tant que deux États souverains et démocratiques pour l'ensemble de leurs citoyens et une solution juste à la question des réfugiés palestiniens sur la base de la résolution 194 des Nations Unies ;

Après plus de 25 ans d'échecs successifs à atteindre la paix par des processus de paix bilatéraux, nous estimons qu'il est temps que la communauté internationale assume (collectivement) sa responsabilité, conformément au droit international, de mettre un terme à l'occupation de l'État palestinien et à toute entrave à l'exercice par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination ;

Rappelant la déclaration sur le Moyen-Orient du Conseil à Athènes en 2011, au titre de laquelle nous appelions à la reconnaissance de l'État de Palestine, les membres de l'IS réaffirment leur engagement à :

1. Soutenir la reconnaissance immédiate et inconditionnelle de l'État de Palestine sur la base des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.
2. Assumer un rôle international plus important par l'organisation d'une conférence internationale qui accueillera différents acteurs internationaux de diverses régions du monde afin de prôner une paix juste et durable basée sur le droit international pour Israël et la Palestine, notamment la cessation complète de l'occupation effective depuis 1967 ;
3. Soutenir l'arrêt total de toutes les activités d'établissement de colonies, notamment à Jérusalem-Est, la fin immédiate des destructions de logements et déportations de Palestiniens ainsi que l'élimination de toute forme de discrimination raciale et d'apartheid ;
4. Encourager une approche non violence à tous les niveaux et par toutes les parties et exiger la cessation immédiate de toute forme de violence perpétrée par les forces d'occupation et les colons israéliens contre la résistance non violente palestinienne ;
5. Demander la libération immédiate de tous les prisonniers palestiniens, en particulier les membres élus du Conseil législatif palestinien, les prisonniers mineurs et les détenus administratifs ;

6. Depuis la dernière déclaration de l'IS en avril 2018, le nombre de civils palestiniens pris pour cibles par les forces d'occupation israéliennes a fortement augmenté avec la mise à mort de plus de 130 Palestiniens non armés et plus de 6 000 autres blessés, dont des enfants, des journalistes, des secouristes, des femmes et des hommes. Le Conseil condamne vivement le blocus illégal de la bande de Gaza par Israël, ainsi que le recours à des armes létales par les forces militaires israéliennes contre des manifestants non violents et pacifiques, et appelle le gouvernement israélien à lever immédiatement le siège de la bande de Gaza et permettre la libre circulation des personnes. L'IS confirme son soutien à la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies (A/ES-10/L.23) appelant à « garantir la sûreté et la protection de la population civile palestinienne dans le Territoire palestinien occupé, y compris la bande de Gaza ».

7. Appelle tous les gouvernements et organisations de la société civile au lancement d'une opération de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre l'occupation israélienne, l'ensemble des institutions d'occupation et les colonies israéliennes illégales, y compris un embargo total sur toute forme de commerce et de coopération militaire avec Israël tant que se poursuivent les politiques d'occupation et d'apartheid contre les Palestiniens.

8. Le Conseil de l'IS appelle en outre l'administration américaine à reconsidérer sa position favorisant Israël, notamment le déplacement de son ambassade à Jérusalem. Nous regrettons la décision des États-Unis de se retirer du Conseil des droits de l'homme, à l'instar de leur précédent retrait des Accords de Paris sur les changements climatiques et de l'UNESCO.

9- Le Conseil de l'IS souhaite réitérer sa solidarité envers les forces progressistes d'Israël et de Palestine, y compris les défenseurs des droits de l'homme et les organisations de la société civile, devenus victimes d'une campagne malveillante de la part du gouvernement israélien. Dans le même temps, le Conseil exprime sa solidarité envers les citoyens palestiniens d'Israël qui continuent à vivre dans un système de discrimination institutionnalisée, et condamne fermement l'adoption de lois racistes, notamment la loi sur la citoyenneté.

RÉSOLUTION SUR LE PEUPLE KURDE

Original : anglais

Le Conseil de l'IS considère que le régime iranien peut aisément échapper aux conséquences de ses actes, sachant que le programme nucléaire occulte d'autres sujets tels que la solidarité et les droits humains. Nous attendons de la communauté internationale qu'elle n'aide en aucun cas le régime iranien à gagner davantage de pouvoir en décimant l'opposition.

À l'heure actuelle, les Iraniens sont arrivés au point de ne plus tolérer la pauvreté, l'inflation et la corruption et descendent dans les rues pour demander au régime iranien d'écouter le peuple iranien plutôt que d'intervenir en Syrie, au Liban, en Irak, au Yémen en leur offrant une aide financière au lieu de s'occuper de son propre peuple. L'IS offre son soutien au peuple iranien en général, et au peuple kurde en particulier, dans leur lutte pour la démocratie et les droits humains.

Au Kurdistan irakien, l'IS soutient la mise en œuvre de la Constitution irakienne et la résolution pacifique de tous les différends en suspens entre le gouvernement fédéral et le gouvernement régional du Kurdistan. Nous appelons les partis politiques irakiens et le futur gouvernement fédéral à prendre des mesures concrétisant la participation effective des Kurdes au nouveau gouvernement sur fond de partenariat, de consensus et d'équilibre. Nous enjoignons les gouvernements de Bagdad et d'Erbil à stabiliser la situation des territoires contestés et à permettre la mise en place d'une administration conjointe afin d'éviter que l'EI et les groupes similaires n'exploitent les tensions post référendum de la région à leur avantage et de protéger les droits du peuple kurde et d'autres minorités ethniques et religieuses de ces régions.

Nous adressons toutes nos félicitations au Parti démocratique des peuples (HDP) qui a récemment remporté la majorité des voix aux élections en Turquie. Nous exigeons la libération immédiate du président de l'HDP, Selahattin Demirtas, et de tous les prisonniers politiques illégalement détenus dans les prisons turques.

Le gouvernement turc devrait permettre la reprise du dialogue politique et doit reprendre la voie du processus de recherche d'une solution pacifique à la question kurde.

En Syrie, l'Internationale Socialiste soutient une solution équitable pour le peuple kurde, en vue de garantir l'unité et la souveraineté de la Syrie dans le cadre d'une gouvernance décentralisée, conformément au modèle de fédéralisme démocratique.

Quant à Afrin, nous soutenons le retour des habitants d'Afrin en toute sécurité, stabilité et dignité, sous une supervision internationale, ainsi que la fin de l'occupation turque de la région.

En accord avec l'engagement de l'IS en faveur de la cause du peuple kurde, le Conseil décide de rétablir le Comité de l'IS sur la question kurde.

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste
Nations Unies, Genève, 26 et 27 juin 2018

DÉCLARATION SUR LE NICARAGUA

Original : espagnol

Face aux derniers événements violents au Nicaragua et la polarisation croissante des forces sociales, politiques et entrepreneuriales du pays, les partis membres de l'Internationale Socialiste :

Condamnent vigoureusement la mort de plus de 212 personnes relevant de la responsabilité de l'État du Nicaragua suite à un recours excessif à la force par la police, des milices et des groupes tiers armés, comme l'indique le rapport du 21 juin 2018 de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH).

Prennent note des efforts déployés par le gouvernement du Nicaragua, le FSLN et les parties au Dialogue national et les appellent à redoubler d'efforts pour dégager une solution négociée dans les plus brefs délais, loin de toute violence, permanente et durable, garantissant la sécurité des citoyens et la pleine justice, indispensables pour atteindre la stabilité sociale et le développement économique de toute la société.

Incitent à la concrétisation des accords déjà conclus entre les parties, avec l'invitation officielle du gouvernement du Nicaragua au Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et à l'Union européenne à accompagner les efforts de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) de l'OEA, ses commissions d'aide à la société civile, ainsi qu'une commission d'experts pour enquêter sur les faits survenus dans le pays depuis le 18 avril dernier.

Exhortent la Commission de contrôle et de sécurité à l'origine du Dialogue à honorer ses engagements afin que cesse « toute forme de violence et de menace, d'où qu'elle vienne, sur le territoire national et qu'un plan de mise en œuvre soit établi dès que possible pour surmonter les obstacles » et « favoriser davantage le maintien d'un environnement pacifique et sécurisé ».

Incitent au respect des accords du Dialogue national par l'invitation du secrétaire général de l'Organisation des États américains, Luis Almagro, à se rendre dans le pays et à exposer en plénière la portée et le contenu des accords sur les questions électorales et institutionnelles signés et en train d'être mis en œuvre avec le gouvernement du Nicaragua.

DÉCLARATION SUR LA PÉNINSULE CORÉENNE

Original : anglais

Rappelant la déclaration publiée par l'IS au siège des Nations Unies à New York en septembre 2017 et la déclaration du Conseil de l'IS sur la Corée du Nord à Barcelone en novembre 2017, le Conseil a pris note des derniers événements relatifs à la situation dans la péninsule coréenne.

Conformément à l'engagement fondamental de l'IS en faveur de la paix et du dialogue, le Conseil souligne le besoin de chercher une solution politique aux tensions.

Le Conseil exprime tout son soutien à la politique de diplomatie pacifique du Parti social-démocrate au Japon, ancrée dans la situation unique du Japon, étant le seul pays à avoir souffert de la dévastation des armes nucléaires. Le Japon devrait activement s'engager comme garant de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, en œuvrant pour la stabilité et la paix en Asie du Nord-Est.

La possession d'armes nucléaires par la Corée du Nord ne peut être réputée dans l'intérêt de la paix et de la sécurité de la région. Le Conseil soutient les initiatives visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Nord-Est, zone qui engloberait le Japon, la Corée du Nord, la Corée du Sud et la Mongolie. La dénucléarisation vérifiable et pacifique de la péninsule coréenne constitue une condition préalable à la paix et à la stabilité de l'Asie du Nord-Est, et le Conseil salue les récentes étapes franchies vers la réconciliation entre la Corée du Nord et du Sud.

Nous avons désormais l'occasion de mettre fin aux structures héritées de la guerre froide qui ont perduré en Asie de l'Est, en normalisant les relations entre, d'une part, les États-Unis et le Japon, et d'autre part, la Corée du Nord. L'amélioration des relations pourrait déboucher sur la mise en œuvre d'une assistance économique et un avenir de paix et prospérité pour l'ensemble de la péninsule coréenne sur fond de confiance mutuelle.

DÉCLARATION SUR LE MALI

Original : anglais

Le Conseil de l'IS reconnaît les progrès réalisés au Mali au cours des cinq ans de mandat du président Ibrahim Boubacar Keita, rappelant qu'il a été élu alors que son pays traversait une crise multidimensionnelle. Cette crise a provoqué l'effondrement de l'État malien à la suite de l'invasion des régions du nord du pays par les rebelles et les forces djihadistes, ainsi qu'un coup militaire.

Au cours des cinq dernières années, le gouvernement malien a répondu aux priorités de paix et de réconciliation en concluant un traité avec les groupes rebelles armés, il a renforcé les forces de sécurité dans la lutte contre le terrorisme, relancé l'économie, encouragé l'égalité entre les femmes et les hommes et la participation des femmes dans la société, amélioré les conditions de vie des Maliens et fait reculer la pauvreté.

Le Conseil de l'IS exprime tout son soutien au président Keita alors qu'il se présente pour un nouveau mandat le 29 juillet 2018. Le Conseil a pleinement confiance dans les mesures mises en place par le gouvernement malien pour garantir la transparence et la crédibilité du processus électoral, y compris l'adoption d'une nouvelle loi électorale en avril dernier, avec le soutien de la majorité et de l'opposition.

RÉSOLUTION SUR LE VENEZUELA

Original : espagnol

L'Internationale Socialiste, à l'occasion de sa réunion du Conseil les 26 et 27 juin 2018 au siège des Nations Unies à Genève, observe avec une grande inquiétude le conflit de pouvoir en République bolivarienne du Venezuela, où le pouvoir exécutif tente de manière illégale et contraire à la Constitution de restreindre les compétences de l'Assemblée nationale, élue démocratiquement par le peuple vénézuélien et représentant la souveraineté populaire.

L'Internationale Socialiste est une fois de plus solidaire avec le peuple vénézuélien dans sa lutte pour sauvegarder le maintien de la démocratie dans ce pays.

L'Internationale Socialiste partage et appuie les conclusions du Conseil de l'Union européenne sur le processus électoral du 20 mai au Venezuela, dans le sens que « l'élection et ses résultats ont manqué de crédibilité, le processus électoral n'offrant aucune des garanties nécessaires à la tenue d'élections intégratrices et démocratiques ». De même, l'IS soutient l'appel lancé par les 28 États membres de l'Union européenne à la convocation de nouvelles élections présidentielles conformes aux normes démocratiques reconnues à l'échelle internationale et à l'ordre constitutionnel du Venezuela.

L'Internationale Socialiste condamne fermement les violations massives des droits humains au Venezuela, l'absence de séparation des pouvoirs publics, les persécutions pour motifs politiques dans le pays et la présence de plus de 400 prisonniers politiques, dont le leader d'un parti membre de l'organisation, Leopoldo López.

Enfin, l'IS réitère sa reconnaissance de l'Assemblée nationale comme représentante légitime de la souveraineté populaire vénézuélienne, élue à une large majorité le 6 décembre 2015 et dont le mandat est en vigueur jusqu'au dernier jour de l'année 2020.

RESOLUTION DE SOUTIEN A LA DEMOCRATIE ET AU MRD A DJIBOUTI

Original : français

Les membres de l'Internationale Socialiste, réunis à l'occasion du Conseil au Sièges des Nations-Unies à Genève, en Suisse, les 26 et 27 Juin 2018, suivent avec une vive inquiétude la situation de déni de démocratie, d'atteintes répétées aux droits humains et de mal-gouvernance qui perdure à Djibouti depuis l'Indépendance de 1977.

Le gouvernement n'a toujours pas appliqué l'accord signé avec l'opposition le 30 décembre 2014 suite à la crise post-électorale de février 2013. De sorte que les élections législatives du 23 février 2018 n'ont été ni libres ni démocratiques et qu'elles ont boycottées par l'opposition crédible.

De même, le principal parti djiboutien d'opposition, le MRD, est victime d'un déni de justice et menacé dans son existence, d'où sa plainte auprès du Comité des Nations-Unies des droits de l'Homme à Genève le 21 novembre 2017.

L'IS ne peut rester indifférente à cette situation qui, si elle perdure encore, risquer de déboucher sur une grave crise et d'aggraver l'instabilité et l'insécurité dans la Corne de l'Afrique et sur les rives de la Mer rouge.

En conséquence, l'IS exhorte le Président Ismaël Omar Guelleh à :

-faire cesser la répression, les atteintes aux droits humains et le déni de démocratie,

-appliquer l'accord politique du 30 décembre 2014 et de mettre ainsi en place les réformes démocratiques telles que la création d'une Commission électorale nationale indépendante (CENI) paritaire et la mise en place d'un statut de l'opposition, conditions nécessaires pour la tenue d'élections libres et démocratiques.

-rétablir le MRD dans sa légalité et faire cesser le refus ou le retrait arbitraire de légalité aux partis d'opposition et aux organisations de la société civile telles la Ligue djiboutienne des droits humains (LDDH).



Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste des Femmes à Genève

28 juin 2018

Le Secrétaire général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, participe à la réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste des Femmes à Genève.



Le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, avec Ouafa Hajji, Présidente de l'Internationale Socialiste des Femmes





L'IS salue l'accord de paix entre l'Érythrée et l'Éthiopie

10 juillet 2018

L'Internationale Socialiste salue chaleureusement la signature d'un accord de paix par le Président d'Érythrée Isaias Afewerki et le Premier ministre d'Éthiopie Abiy Ahmed, mettant fin à l'état de guerre entre les deux pays qui a persisté pendant deux décennies. Bien que le cessez-le-feu ait été atteint précédemment, le litige frontalier au cœur du conflit est demeuré irrésolu jusqu'à l'annonce début juin du Premier ministre Ahmed que l'Éthiopie accepterait pleinement les conditions de l'accord de paix global de 2000. La guerre, qui a duré deux ans entre 1998 et 2000, a coûté la vie à 80 000 personnes. Cet accord aura une incidence profonde et positive sur les vies des Érythréens et des Éthiopiens. Ce processus a débuté par la reprise des communications téléphoniques entre les deux pays, une première depuis 1998. Les deux gouvernements ont également exprimé leur désir d'entrer dans une « nouvelle ère de paix et d'amitié », avec l'ouverture d'ambassades, le développement des ports et la reprise du trafic aérien entre les deux pays voisins.

Le choix de la diplomatie, du compromis et de la réconciliation n'est jamais simple, mais cet engagement conjoint historique à partager un avenir commun permettra aux deux pays de bénéficier des avantages d'une coopération politique, économique, sociale, culturelle et sécuritaire renforcée. Comme l'a souligné à de nombreuses reprises l'Internationale Socialiste, sans paix il ne pourrait y avoir de développement ni de prospérité et les objectifs de démocratie et de justice sociale auxquels aspirent les femmes et les hommes du monde entier ne peuvent être atteints.

L'Érythrée et l'Éthiopie ont prouvé qu'avec un leadership efficace et une volonté commune, la paix est toujours à portée de main, permettant un grand accomplissement pour les deux pays qui profitera également à la région de la corne de l'Afrique et à l'ensemble du continent. Cet exemple positif de résolution de conflit pourrait servir de catalyseur aux efforts de paix au sens large, et l'IS continuera d'œuvrer avec ses partis membres et d'autres pour la promotion de la paix et la résolution des conflits, véritables pierres angulaires des principes et objectifs sociaux-démocrates.

Le Secrétaire general de l'IS au Mali pour les elections présidentielles 28 juillet 2018

Le Secrétaire général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, était présent au Mali pour la clôture de la campagne électorale, et pour assister au processus de vote le jour des élections même. A l'issue de la campagne le samedi 28 juillet, le SG a participé à une réunion de dirigeants de différentes régions, y inclus tous les présidents des partis politiques qui composent l'Ensemble pour le Mali, qui soutient la candidature d'Ibrahim Boubacar Keita (IBK) à la présidence du Mali. S'adressant à la réunion, le Secrétaire général de l'IS a souligné l'importance de l'élection de IBK résultant d'une large mobilisation du peuple malien pour consolider la démocratie, garantir la paix et continuer à promouvoir l'engagement des membres de l'IS au Mali pour la justice et la solidarité.

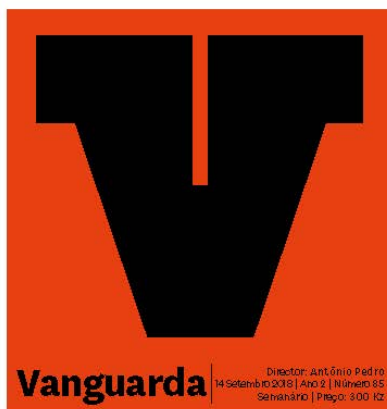


*Bokary Treta,
Président du RPM
et chef de la
campagne
électorale, avec le
Secrétaire général
de l'IS et les chefs
de partis*



Le Secrétaire général de l'IS en Angola pour le 6ème congrès extraordinaire du MPLA

8 septembre 2018



Le Secrétaire général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, a assisté au 6ème Congrès extraordinaire du MPLA en Angola.



Vanguarda, Angola



Iran

Ramin Hossein Panahai

10 septembre 2018



L'Internationale Socialiste est profondément attristée d'apprendre, d'après les rapports émanant du Bureau du procureur général d'Iran, que Ramin Hossein Panahi, condamné à mort pour son appartenance présumée au Komala, a été exécuté par le régime iranien le 7 septembre dernier, en dépit des nombreux appels lancés par la communauté internationale et les organisations de défense des droits humains.

L'IS avait attiré l'attention sur le sort de M. Panahi et a soutenu la campagne du Komala KPIK, parti membre de l'IS, en faveur de sa libération. Il semblerait que M. Panahi ait été exécuté aux côtés de deux autres prisonniers, Zaniar et Loghman Moradi, à la suite d'un procès fallacieux. L'IS dénonce ces actes de la manière la plus ferme et adresse ses plus sincères condoléances aux familles des victimes et aux membres du KPIK.



L'IS condamne le tir de missiles lance par l'Iran contre les Kurdes iraniens en Iraq

10 septembre 2018

L'Internationale Socialiste exprime sa plus grande indignation et condamne le tir de missiles lancé le week-end dernier par la République islamique d'Iran contre le siège de deux partis iraniens membres de l'IS, le Parti démocratique du Kurdistan (KDP-Iran) et le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), au nord de l'Iraq.

Le siège du Parti démocratique du Kurdistan (KDP-Iran) a été délibérément pris pour cible alors que son comité central se réunissait en séance avec les cadres dirigeants, provoquant la mort tragique de 16 de ses membres et faisant près de 50 blessés. Le régime iranien a également pris pour cible le siège du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) ainsi que les camps de réfugiés voisins à Koya. L'Internationale Socialiste adresse sa plus profonde sympathie et ses condoléances aux familles et camarades des personnes tuées lors de l'attaque, ainsi que sa solidarité envers les blessés.

Cet assaut ciblé du week-end dernier contre les Kurdes iraniens a débuté par l'annonce de l'exécution de trois prisonniers politiques kurdes par le régime iranien, notamment Ramin Hossein Panahi du Parti Komala du Kurdistan d'Iran (KPIK), membre de l'IS. L'IS avait attiré l'attention sur son sort et la communauté internationale ainsi que les organisations de défense des droits humains avaient lancé de nombreux appels à son sujet.

La République islamique d'Iran a violé la souveraineté nationale d'un pays voisin, a pris pour cible des civils innocents et a enfreint le droit international. L'Internationale Socialiste enjoint l'ensemble de la communauté internationale à dénoncer sans équivoque ces actes inacceptables.



Réunion du Présidium de l'IS et Chefs d'Etat et de Gouvernement, Nations Unies, New York

27 septembre 2018



Le Présidium de l'Internationale Socialiste a tenu sa réunion annuelle en marge du débat de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU au siège des Nations Unies à New York, le 27 septembre 2018. Membres du Présidium, ainsi que chefs d'État et de gouvernement et plusieurs ministres des partis membres de l'IS invités, ont concentré leurs discussions sur les questions essentielles pour le mouvement social-démocrate mondial d'aujourd'hui. Les points inscrits à l'ordre du jour de la réunion comprenaient la situation internationale actuelle et les défis mondiaux auxquels est confronté le mouvement social-démocrate ; l'accent et les priorités à dégager pour s'assurer que le système multilatéral garantisse efficacement la paix et la durabilité et respecte les libertés et les droits de tous ; et comment renforcer les fondements de notre société mondiale en ces temps troublés.

Le Président de l'IS George Papandreou a ouvert la réunion en faisant part de son inquiétude à la suite des attaques contre le système multilatéral par des partisans du nationalisme radical

dans le monde entier. Alors que de telles forces cherchent davantage à trouver des boucs émissaires qu'à proposer des solutions, les sociaux-démocrates doivent faire valoir leur vision alternative par un ferme soutien aux actions multilatérales nécessaires pour lutter contre les changements climatiques, atteindre les ODD et accroître l'équité dans le monde. Le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, a déclaré que le multilatéralisme était au cœur de la vision de notre mouvement pour atteindre et maintenir la paix, c'est pourquoi l'IS fait partie des plus fervents défenseurs des Nations Unies. Le nationalisme et le populisme représentent un enjeu majeur à la fois pour l'ONU qui, aujourd'hui, a un rôle plus important que jamais à jouer dans le monde, et pour les membres de l'IS qui, avec leurs valeurs et leurs principes de liberté, de droits et de justice sociale, ont été les architectes de nouvelles démocraties dans différentes parties du monde.

Les contributions des chefs d'État et de gouvernement présents ont constitué un appui sans appel à l'importance du multilatéralisme face aux enjeux auxquels est confrontée la planète entière, et un rejet ferme du nationalisme et de l'isolationnisme. Le Président Ibrahim Boubacar Keita (Mali) et le Président Mahamadou Issoufou (Niger) se sont tous deux exprimés sur les défis à relever par leurs pays voisins et la région du Sahel, ainsi que sur le besoin de faire front commun contre le terrorisme et pour un monde plus pacifique. Le règlement des conflits et l'instauration de la paix demeurent des tâches vitales qui ne peuvent être accomplies que par la coopération internationale, un fait soulevé par le Premier ministre Pavel Filip (Moldova) à propos du désir de son parti d'instaurer la paix dans une région avoisinante troublée.

Le multilatéralisme a également été présenté comme un outil crucial dans un contexte de développement mondial, et le Premier ministre Ukhnaagiin Khürelsükh (Mongolie) a souligné l'importance des ODD et du droit au développement de manière durable, rappelant la vision durable à l'horizon 2030 de son gouvernement. Le Premier ministre Duško Marković (Monténégro) est revenu sur la valeur de la coopération économique pour garantir la prospérité et le bien-être des peuples du monde entier, rappelant également la réussite électorale de son parti sur la base des valeurs partagées avec l'IS.

Le Président du gouvernement espagnol Pedro Sánchez a exposé comment son nouveau gouvernement incarne les valeurs et les principes de l'IS, ouvrant la voie parmi les pays de l'OCDE sur l'égalité des sexes, donnant la priorité à la création d'un gouvernement vert et répondant à la crise migratoire avec une approche centrée sur les droits humains. Il a participé aux discussions avec les vice-présidents de l'IS sur des sujets d'inquiétude, donnant son point de vue sur la politique migratoire et la détresse des mineurs non accompagnés, la crise au Venezuela, les défis posés par l'actuelle administration américaine et la perspective des élections européennes à venir.

Le Présidium a également abordé l'avenir des travaux de l'Internationale, ayant reçu comme mandat du précédent Conseil de déterminer la composition finale du Comité sur l'égalité des genres de l'IS nouvellement créé. Le Présidium a salué et a approuvé les noms proposés par le Président de l'IS en coordination avec le secrétaire général de l'IS et la présidente de l'ISF, en respectant les principes fondamentaux d'équilibre régional et d'égalité de représentation entre les femmes et les hommes. La première réunion du Comité aura lieu en marge de la prochaine réunion du Conseil de l'IS. Le secrétaire général de l'IS a ensuite informé le Présidium de la réception de plusieurs propositions d'accueil des prochaines réunions du Conseil, déclarant que les questions d'emploi du temps et d'ordre de convocation de ces réunions devraient être résolues dans les prochaines semaines. Il remarque qu'il est très

positif que les quatre prochains Conseils soient organisés sur des continents différents : en Afrique, Amérique latine, Asie, et Europe.

Suite aux discussions et aux inquiétudes soulevées par plusieurs vice-présidents sur des questions particulièrement urgentes, le Présidium a approuvé la publication de déclarations sur le Venezuela, sur le Nicaragua, sur le Moyen-Orient et sur la Libye.

Les chefs d'État et de gouvernement présents à la réunion étaient le Président du Mali Ibrahim Boubacar Keita, le Président du Niger Mahamadou Issoufou, le Premier ministre de Moldova Pavel Filip, le Premier ministre de Mongolie Ukhnaagiin Khürelsükh, le Premier ministre du Montenegro Duško Marković et le président du gouvernement espagnol et vice-président de l'IS, Pedro Sánchez. Parmi les membres du Présidium de l'IS ayant participé à la réunion se trouvent George Papandreou, Président de l'IS; Luis Ayala, Secrétaire général de l'IS ; les Vice-présidents de l'IS Victor Benoit (Haïti), Elsa Espinosa (Mexique), Eero Heinäluoma (Finlande), Janira Hopffer Almada (Cap Vert), Chantal Kambiwa (Cameroun), Shazia Marri (Pakistan), Rafael Michelini (Uruguay), Mario Nalpatian (Arménie), Julião Mateus Paulo (Angola), Nabil Shaath (Palestine), Bokary Treta (Mali), le Vice-président ex-officio et Ministre des Affaires étrangères de République dominicaine Miguel Vargas, ainsi que les Présidents honoraires de l'IS Mustapha Ben Jaafar (Tunisie) et Tarja Halonen, ancienne présidente de Finlande. Étaient également présents à la réunion Maroš Šefčovič, Vice-président de la Commission européenne ; Kalla Ankourao, Ministre des Affaires étrangères du Niger ; José Condugua Pacheco, Ministre des Affaires étrangères du Mozambique ; et Hélène Marie Laurence Ilboudo Marchal, Ministre de la femme, de la solidarité nationale et de la famille du Burkina Faso.

Déclaration du Présidium de l'IS sur Venezuela
Nations Unies, New York, septembre 2018

Original : espagnol

Face à la prolongation et à l'aggravation de la crise qui frappe le Venezuela, le Présidium de l'IS réitère ses préoccupations concernant la dégradation et la détérioration soutenues des conditions de vie des Vénézuéliens. La situation actuelle ne peut être surmontée que dans un contexte de fonctionnement normal des institutions démocratiques et de plein respect des droits et des libertés fondamentaux des Vénézuéliens. L'IS dénonce les violations graves et constantes des droits humains, la répression, l'existence de prisonniers politiques et d'exilés. Aujourd'hui, elle hausse à nouveau le ton pour exiger une fois de plus la libération de tous les prisonniers politiques et le respect de toutes les libertés et de tous les droits de tous les Vénézuéliens.

L'urgence humanitaire que connaît le Venezuela est la principale raison de la migration quotidienne de milliers de personnes qui cherchent à surmonter la précarité angoissante qui frappe actuellement le peuple vénézuélien. La solidarité des nations voisines et de la région d'Amérique latine et des Caraïbes envers ces Vénézuéliens contraste avec la réalité d'autres continents et doit être dûment valorisée.

La normalisation du processus démocratique au Venezuela passe par le plein rétablissement et le respect de toutes les facultés de l'Assemblée nationale, pouvoir public souverain doté d'une légitimité démocratique. Le strict respect des prérogatives constitutionnelles de l'Assemblée, acteur clé de l'ordre constitutionnel vénézuélien, est le pilier central de l'instauration d'une transition vers la normalité démocratique dans le pays. Le Présidium réitère sa confiance que les partis membres vénézuéliens de l'Internationale Socialiste continueront à œuvrer pour dégager une sortie politique pacifique appropriée en vue de la convocation d'élections justes et libres qui permettent de rétablir une coexistence démocratique dans le pays.

Déclaration du Présidium de l'IS sur le Nicaragua
Nations Unies, New York, septembre 2018

Originale : espagnol

Le Présidium réitère la condamnation formulée à l'occasion de la dernière réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste concernant la responsabilité qui incombe aux autorités de cette nation face au nombre croissant de victimes, la polarisation politique et les affrontements violents qui frappent le Nicaragua depuis plus de cinq mois. Loin d'avoir atteint l'objectif escompté par le biais d'un processus de dialogue aujourd'hui interrompu, le bilan est désormais de plus de cinq cents morts, de milliers de blessés et de centaines de prisonniers politiques.

Le Présidium juge les graves violations des droits humains observées au Nicaragua au cours de ces derniers mois inacceptables et condamne en outre la responsabilité y afférente et endossée par les forces de police, les groupes d'autodéfense et les autres groupes de tiers armés. Ces responsabilités doivent être définies et dûment sanctionnées. Afin qu'un véritable dialogue soit rétabli et progresse, celui-ci doit être inclusif et avoir lieu dans un cadre pacifique, comme l'a récemment souligné le Secrétaire général des Nations Unies. Les pratiques telles que le recours aveugle et excessif à la force à l'encontre de manifestants ainsi que la criminalisation et la persécution judiciaire de l'opposition politique doivent être immédiatement abandonnées. Tous les prisonniers politiques doivent être immédiatement libérés.

L'IS estime que l'hostilité du gouvernement nicaraguayen envers les organisations régionales et internationales impliquées dans la situation actuelle conformément à leurs mandat et compétences est inacceptable. Qualifier les actions de l'OEA et des Nations Unies d'ingérence révèle une conception dépassée du lien entre souveraineté et droits humains. Le Présidium lance un appel au gouvernement du Nicaragua pour que les institutions internationales puissent pleinement agir dans le pays. Enfin, l'IS exprime sa vive préoccupation pour les milliers de Nicaraguayens qui abandonnent leur pays pour s'installer principalement au Costa Rica, ce qui aggrave la crise migratoire en Amérique centrale.

Déclaration du Présidium de l'IS sur le Moyen-Orient
Nations Unies, New York, septembre 2018

Originale : anglais

Le Présidium de l'IS, lors de sa réunion annuelle au siège des Nations Unies à New York, a exprimé ses préoccupations au sujet du manque d'initiatives internationales visant à faire avancer le processus pour parvenir à un règlement pacifique du conflit israélo-palestinien et a lancé un appel urgent à émettre des déclarations de soutien à la solution des deux États afin qu'elle soit traduite en des actions concrètes pour la liberté, la justice et la sécurité pour tous.

Dans le contexte politique international actuel de menaces croissantes à la sécurité mondiale, il est plus important que jamais de dégager une solution pacifique au conflit israélo-palestinien, et l'Internationale Socialiste poursuivra à plaider ouvertement pour tous les efforts visant à faire avancer le processus pacifique au Moyen-Orient. Pendant de nombreuses décennies, notre organisation a œuvré pour la poursuite d'une solution des deux États avec un avenir pacifique à la fois pour Israël et pour la Palestine, aux côtés de ses partis membres dans les deux pays.

Le Présidium de l'IS :

Réitère l'appel de l'IS pour la reconnaissance immédiate de l'État de Palestine sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, ainsi que son engagement à défendre le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et à un État ;

Soutient les travaux importants de l'UNWRA au profit des réfugiés palestiniens, et exhorte tous les pays à honorer leurs engagements financiers auprès de cette agence de l'ONU ;

Réitère sa solidarité envers les forces progressistes en Israël, y compris les partis membres de l'IS, qui soutiennent la pleine égalité pour tous les citoyens israéliens quelle que soit leur religion ou origine ethnique ainsi que la création d'une solution des deux États basée sur le droit international et les résolutions des Nations Unies ;

Reconnaît le droit de la société civile à appuyer des mesures non violentes visant à garantir l'application du droit international dans les territoires palestiniens, dans la mesure où de telles mesures ne visent pas à miner la légitimité de l'État d'Israël, mais à mettre fin à l'occupation et à appliquer la solution des deux États ;

Enjoint le gouvernement israélien à mettre immédiatement fin à sa discrimination institutionnalisée contre ses citoyens palestiniens, chrétiens, musulmans et druzes en abrogeant toutes les lois discriminantes, notamment la loi sur la citoyenneté et la « loi sur l'État-nation juif » récemment approuvée qui nie les droits à l'autodétermination de tous les non-juifs vivant sous contrôle israélien.

Le Présidium de l'IS réitère l'engagement de l'organisation en faveur de la paix, de la démocratie, de la justice et de la solidarité et le besoin de lutter contre le populisme et le nationalisme clivant et de plus en plus répandus dans le monde. Ceci sous-tend un engagement inébranlable envers la paix et la sécurité pour les Israéliens et les Palestiniens et à œuvrer pour l'égalité, mettre un terme à l'occupation et aux colonies illégales israéliennes et la pleine reconnaissance de l'État de Palestine.

Déclaration du Présidium de l'IS sur Libye
Nations Unies, New York, septembre 2018

Originale : anglais

Le Présidium de l'Internationale Socialiste a appris avec une grande préoccupation des récentes violations de l'accord de cessez-le-feu en Libye, signé par des groupes armés à Tripoli le 4 septembre sous les auspices des Nations Unies. Le Présidium appuie pleinement et encourage les efforts des Nations Unies pour que cet accord soit respecté. Le développement d'un processus politique inclusif menant à la création de nouvelles institutions légitimes par l'adoption d'une constitution et à la tenue d'élections crédibles et transparentes libérerait le peuple libyen du cycle de la violence dont il souffre et contribuerait à la paix et au progrès dans toute la région.

Mexique

Le secrétaire general de l'IS rencontre le nouveau president du Congrès, Porfirio Muñoz Ledo

4 octobre 2018



Le secrétaire général de l'IS rencontre Porfirio Muñoz Ledo, président du Congrès de l'Union, LXIV^e législature du Mexique, élu le 1^{er} septembre 2018 par la nouvelle majorité formée par le Mouvement de régénération nationale, MORENA

Réunion de l'IS à la 138^{ème} Assemblée de l'UIP

15 octobre 2018



Une réunion de l'IS, organisée le 15 octobre 2018 dans le cadre de la 139^e Assemblée de l'Union interparlementaire à Genève, a offert une plateforme aux parlementaires des partis membres de l'IS présents à l'Assemblée leur permettant d'échanger leurs points de vue sur les sujets inscrits à l'ordre de jour de cette assemblée de l'UIP et de partager des informations sur leurs situations nationales et les questions d'intérêt. La réunion, présidée par le secrétaire général de l'IS, a compté sur la présence de parlementaires des partis de l'IS d'Algérie, d'Andorre, d'Angola, du Burkina Faso, du Chili, d'Espagne, de Finlande, de France, de Guinée-Bissau, de Hongrie, d'Irak, d'Italie, du Mali, du Mexique, de Mongolie, du Niger, de Palestine, du Portugal, de République dominicaine, de Roumanie, du Royaume-Uni, de Serbie, de Suisse, du Venezuela et un représentant du Fonds mondial.

Dès les remarques liminaires, le fil conducteur des discussions fut le besoin de réaffirmer les valeurs et les principes de la social-démocratie, confrontée à la montée en puissance actuelle du nationalisme, du populisme et de l'extrême droite, à l'affaiblissement de la démocratie dans différents pays du monde et aux menaces à la paix. Autant de preuves d'une époque

d'incertitude qui pousse les citoyens vers la droite, et pour qui les réponses apportées par la gauche sont fondamentales. Les changements climatiques sont présentés comme un enjeu pour toute forme de vie humaine et pour lesquels des réponses doivent également être apportées. Il est crucial pour les partis de gauche d'unir leurs forces et d'être les chefs de file de cette question ainsi que de la défense des droits humains.

En amont du vote de l'Assemblée de l'UIP sur le point d'urgence, les participants ont débattu des points à l'ordre du jour soumis pour adoption. Des préoccupations et des preuves de solidarités ont été exprimées concernant la situation au Venezuela et ses effets désastreux sur le peuple vénézuélien, concernant la détresse des réfugiés palestiniens à la suite de la décision des États-Unis de retirer leur aide à l'UNRWA et concernant la recherche de la paix dans la région du Sahel, où les pays et leurs populations sont en butte au terrorisme, à la déstabilisation et aux conséquences des migrations. Il a également été fait mention qu'au regard du contexte, le sort de l'Afrique et de l'Europe sont étroitement liés étant donné qu'un terrorisme victorieux dans l'un pourrait avoir une incidence directe sur la stabilité de l'autre. Les participants à la réunion ont réitéré leur appel à la solidarité avec le Sahel, région où la plupart des gouvernements sont dirigés par des membres de l'IS.

Le Pacte mondial sur les migrations des Nations Unies, dont l'adoption formelle est prévue en décembre prochain, a reçu un vif soutien. Les participants ont souligné le besoin d'unité dans la lutte contre le racisme et la xénophobie, et le fait que la migration est un phénomène mondial qui ne touche pas aujourd'hui un seul pays ni une seule région, mais le monde entier, comme cela est visible en Amérique latine, en Afrique, en Europe, au Moyen-Orient et en Asie. Il s'agit d'accroître la solidarité et de s'atteler davantage aux causes profondes. Parmi les causes profondes mentionnées se trouvent les États faillis tels qu'Haïti, le Venezuela ou la Libye, les conflits à l'instar du Yémen, la situation désastreuse que connaissent les Palestiniens, la recrudescence du terrorisme et les profondes difficultés économiques. Le phénomène migratoire est présenté comme un enjeu commun pour lequel des solutions conjointes doivent être trouvées, en reconnaissant les droits et les besoins des migrants, notamment des réfugiés et des déplacés internes. Le rôle de l'IS est important pour faire valoir une position commune à l'échelle internationale et pour mettre l'accent sur les réponses humanitaires.

Lors de la séance, les participants ont eu l'occasion de présenter les derniers événements et sujets de préoccupations de leurs partis, pays et régions respectifs. De nombreuses marques d'appréciation ont été manifestées à l'endroit de l'IS pour son soutien à leurs partis ainsi que de la gratitude pour ce type de réunions si importantes puisqu'elles leur permettent d'exprimer leurs points de vue et de partager leurs expériences avec les autres membres de la famille de l'IS.

À la clôture de la réunion, le secrétaire général de l'IS s'est exprimé sur le besoin de se concentrer sur les questions qui comptent vraiment à l'heure actuelle. Nous devons mettre en avant les valeurs de la social-démocratie, le principe sans réserve selon lequel « Nous sommes la gauche » et que nous représentons la solidarité, l'égalité et la justice. Ceci est fondamental pour contrer la vague prédominante de l'égoïsme et de l'intérêt personnel, préserver nos démocraties et donner la priorité aux besoins et intérêts du peuple.



Délégation parlementaire mongole conduite par Vice-président de l'IS et ancien premier ministre, S. Batbold, à Londres

31 octobre 2018

Vice-président de l'Internationale Socialiste et ancien Premier ministre, Sukhbaatar Batbold, à la tête d'une délégation de membres du Parlement ont eu des discussions à Londres avec le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste.



De gauche à droite: MN Uchral, Membre du Parlement mongol, M. D. Lundeejantsan, Membre du Parlement mongol, Président du Comité permanent des structures de l'État, Mme M Oyunchimeg, Membre du Parlement mongol, Présidente du Comité permanent des pétitions, Luis Ayala, Secrétaire général de l'IS, Sukhbaatar Batbold, Vice-président de l'IS et ancien Premier ministre, M. Ya Sanjmyatav, Membre du Parlement de la Mongolie, Vice-président du Parlement de la Mongolie, MN N Tulga, Ambassadeur de Mongolie au Royaume-Uni



Internationale Socialiste

'Un appel global pour une société mondiale durable – avant qu'il ne soit trop tard'

(Original: anglais)

En dépit des efforts des Nations Unies et de nombreux gouvernements, organisations internationales et mouvements de la société civile pour lutter contre les changements climatiques, les données récentes démontrent que si nous n'intensifions pas notre action, il sera trop tard.

Le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations Unies (GIEC), lors de sa plus récente réunion, a déclaré qu'*il ne reste qu'une dizaine d'années pour maintenir le réchauffement planétaire à un maximum de 1,5°C, niveau au-delà duquel chaque demi-degré supplémentaire aggravera fortement les risques de sécheresse, d'inondation, d'extrême chaleur et de pauvreté pour des centaines de millions de personnes. Il est nécessaire d'entreprendre des changements urgents et sans précédent pour atteindre cet objectif qui est abordable et réalisable.*

À la veille de la prochaine COP24 qui s'ouvrira début décembre, en tant que leaders de la plus grande famille politique progressiste du monde, l'Internationale Socialiste, nous lançons un appel pour renforcer la coopération multilatérale face à cet enjeu crucial pour l'humanité, et à l'intensification de l'action à tous les niveaux.

L'Internationale Socialiste a été active dans la mise en évidence du caractère multidimensionnel de la lutte contre les changements climatiques. Au travers des travaux de sa « Commission pour une société mondiale durable », l'IS a également identifié les politiques devant être mises en œuvre, telles qu'une taxe sur les émissions de CO₂ (et d'autres gaz à effet de serre).

Nous sommes engagés et actifs dans l'avènement d'une révolution de pensée, de politique et de mode de vie pour relever ces nouveaux défis. En créant un nouveau paradigme dans la manière dont nous agissons, dont nous produisons et dont nous consommons. Ce changement de mentalité requiert que les Objectifs de Développement Durable (ODD) soient pleinement intégrés dans nos programmes d'éducation de base, la formation professionnelle et la R-D, ainsi que dans nos décisions politiques.

Il est fondamental que les ODD soient appliqués si nous voulons lutter contre la pauvreté et l'analphabétisme, instaurer la paix, protéger les droits humains, gérer les déplacements de populations et garantir des sociétés justes et durables pour les générations à venir.

La clé du succès de ce changement radical réside dans la justice sociale, l'égalité et une société saine, participative et de cohésion qui respecte la dignité de tous.

Nous déplorons les cercles conservateurs et populistes du monde entier qui minent systématiquement les efforts de lutte contre les changements climatiques. Leurs motifs coïncident avec les puissantes industries du pétrole et du gaz qui font pression ouvertement contre toute réglementation qui pourrait réduire leurs bénéfices tout en protégeant l'environnement. Nous lançons un appel général à opposer les efforts conscients de détourner les faits scientifiques et de minimiser les risques catastrophiques du réchauffement planétaire.

Les Objectifs de Développement Durable sont la pierre angulaire d'un contrat social mondial plus vaste. Un contrat social qui peut unir les gouvernements et les peuples de notre planète à une époque de discorde accrue, à travers des objectifs communs favorables à une coopération et réglementation responsable.

Les conséquences sociales des changements climatiques sont associées à une recrudescence des risques, parmi lesquels, les risques financiers devant être évalués pour tout investissement futur.

Les partenaires sociaux, la société civile et les citoyens doivent relever le défi de la responsabilité sociale et intégrer les efforts en faveur d'une société à faible émission de carbone dans leur quotidien.

Nous exhortons nos partenaires sociaux et la société civile à s'unir à nos efforts communs pour mettre en œuvre les ODD.

Nous sommes engagés à être les chefs de file de la lutte pour une planète plus humaine et durable!

30 novembre 2018

Signataires

(Par ordre alphabétique)

S.E. Mahmoud Abbas Président de la Palestine, Président du Fatah

Hon. Samuel Ofose Ampofo Président du Congrès National Démocratique, NDC, Ghana

Araz Alizade Leader du Parti Social-Démocrate d'Azerbaïdjan, SDPA

Isabel Allende Vice-Présidente de l'IS, Sénatrice, Parti Socialiste, PS, Chili

Johnson Asiedu Nketiah Vice-Président de l'IS, Congrès National Démocratique, NDC, Ghana

Almazbek Atambaev Président du Parti Social-Démocrate de Kirghizstan, SDPK

Colette Avital Vice-Présidente de l'IS, Meretz, Israël

Luis Ayala Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste

Omar Barboza Président de l'Assemblée Nationale, Président d'Un Nouveau Temps, UNT, Venezuela

Sükhbaatar Batbold Vice-Président de l'IS, ancien Premier Ministre de la Mongolie, Parti du Peuple Mongol, MPP

Mustafa Barghouti Leader de l'Initiative Nationale Palestinienne, PNI

Mohamed Bazoum Président du Parti Nigérien pour la Démocratie et le Socialisme, PNDS-Tarayya

Mustafa Ben Jaafar Président Honoraire de l'IS, Ettakatol, Tunisie

Victor Benoit Président du Rassemblement Social-Démocrate pour le Progrès d'Haïti, Rasanbleman, Vice-Président de l'IS

Davor Bernardić Président du Parti Social-Démocrate, SDP, Croatie

Rubén Berríos Président du Parti Indépendantiste Portoricain, PIP, Puerto Rico, Président Honoraire de l'IS

Jorge Bom Jesus Président du Mouvement pour la libération de São Tomé et Príncipe/Parti Social-Démocrate, MLSTP/PSD

Yury Buzdugan Leader du Parti Social-Démocrate d'Ukraine, SDPU

Cuauhtémoc Cárdenas Président Honoraire de l'IS, Mexique

Carlos César Président du Parti Socialiste, PS, Portugal, Vice-Président de l'IS

Ousainou Darboe Leader du Parti Démocratique Unifié, UDP, Vice-Président de Gambie

Ahmed Ould Daddah Président du Rassemblement des Forces Démocratiques, RFD, Mauritanie, Vice-Président de l'IS

Sher Bahadur Deuba Président du Parti du Congrès Népalais, ancien Premier Ministre du Népal

Elio Di Rupo Président du Parti Socialiste, PS, Belgique, Vice-Président de l'IS, ancien Premier Ministre

Ousmane Tanor Dieng Secrétaire Général du Parti Socialiste, PS, Sénégal, Vice-Président de l'IS

Samuel Doria Medina Président du parti Unité Nationale, Bolivie

Mohamed Hadj Djilani Premier Secrétaire du Front des Forces Socialistes, FFS, Algérie

Colum Eastwood Leader du Parti Social-Démocrate et Travailleuse, SDLP, Irlande du Nord

Álvaro Elizalde Président du Parti Socialiste, PS, Chili

Turfan Erhürman Leader du Parti Républicain Turc, CTP, Chypre

Andrés Esono Ondo Secrétaire Général de la Convergence pour la Démocratie Sociale, CPDS, Guinée Equatoriale

Elsa Espinoza Vice-Présidente de l'IS, Parti Révolutionnaire Institutionnel, PRI, Mexique

Khelil Ezzaouia Président d'ETTAKATOL, Tunisie

Olivier Faure Premier Secrétaire du Parti Socialiste, PS, France

Robert Fico Leader du SMER – Social-Démocratie, ancien Premier Ministre de Slovaquie

Rafael Filizzola Leader du Parti Démocratique Progressiste, PDP, Paraguay

Mizuho Fukushima Vice-Présidente de l'IS, Parti Social-Démocrate, SDP, Japon

Fofi Gennimata Présidente du Mouvement pour le changement, Grèce

Gerardo Giovagnoli Secrétaire du Parti des Socialistes et des Démocrates, PSD, Saint-Marin

Pedro Miguel González Secrétaire Général du Parti Révolutionnaire Démocratique, PRD, Panama

Ouafa Hajji Présidente de l'Internationale Socialiste des Femmes

Tarja Halonen Président Honoraire de l'IS, ancienne Présidente de la Finlande

Eero Heinäluoma Vice-Président de l'IS, Parti Social-Démocrate Finlandais, SDP, Finlande

Janira Hopffer Almada Leader du Parti Africain de l'Indépendance du Cap-Vert, PAICV, Vice-Présidente de l'IS

Brendan Howlin Leader du Parti Travailleuse, Irlande

Pendukeni livula-Ithana Vice-Présidente de l'IS, SWAPO, Namibie

Bernal Jiménez Vice-Président de l'IS, Parti Libération Nationale, PLN, Costa Rica

Walid Jumblatt Leader du Parti Socialiste Progressiste, PSP, Liban

S.E. Roch Marc Christian Kaboré Président du Burkina Faso, Leader du Mouvement populaire pour le progrès, MPP, Burkina Faso

Chantal Kambiwa Vice-Présidente de l'IS, Front Sociale-Démocratique, SDF, Cameroun

H.E. Ibrahim Boubacar Keïta Président du Mali

Ukhnaagiin Khürelsükh Premier Ministre de la Mongolie, Président du Parti du Peuple Mongol, MPP

Kemal Kılıçdaroğlu Leader du Parti Républicain du Peuple, CHP, Turquie

Albin Kurti Leader du Mouvement pour l'autodétermination, Vetëvendosje, Kosovo

Driss Lachguar Premier Secrétaire de l'Union Socialiste des Forces Populaires, USFP, Maroc

Ricardo Lagos ancien Président du Chili, ancien envoyé spécial des Nations unies sur le Changement Climatique, Président de la Commission de l'IS pour une Société Mondiale Durable

Rasim Ljajić Leader du Parti Social-Démocrate de la Serbie, SDPS

Pia Locatelli Vice-Présidente de l'IS, Parti Socialiste Italien, PSI, Italie

Pere López Leader du Parti Social-Démocrate, PS, Andorre

Carlos Lupi Président du Parti Démocratique Travailleiste, PDT, Brésil, Vice-Président de l'IS

Ahmed Majdalani Leader du Front de lutte populaire palestinien, PPSF, Palestine

Carlos Maldonado Président du Parti Radical, PR, Chili

Hrant Markarian Président de la Fédération Révolutionnaire Arménienne, ARF, Arménie

Shazia Marri Vice-Présidente de l'IS, Parti du Peuple du Pakistan, PPP

Seiji Mataichi Président du Parti Social-Démocrate, SDP, Japon

Julião Mateus Paulo Vice-Président de l'IS, MPLA, Angola

Mustafa Mauludi Secrétaire Général du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran

Attila Mesterhazy Vice-Président de l'IS, Parti Socialiste Hongrois, MSzP, Hongrie

Rafael Michelini Président du Nouvel Espace, PNE, Uruguay, Vice-Président de l'IS

Heraldo Muñoz Président du Parti Pour la Démocratie, PPD, Chili

Mario Nalpatian Vice-Président de l'IS, Fédération Révolutionnaire Arménienne, ARF, Arménie

Riccardo Nencini Secrétaire Général du Parti Socialiste Italien, PSI, Italie

Nermin Nikšić Président du Parti Social-Démocrate, SDP, Bosnie-Herzégovine

Julia Ojiambo Leader du Parti Travailleiste du Kenya

Cemal Özyiğit Leader du Parti Social-Démocrate, TDP, Chypre

George Papandreou Président de l'Internationale Socialiste, ancien Premier Ministre de Grèce

Peter Phillips Leader du Parti National du Peuple, PNP, Jamaïque

Vlad Plahotniuc Président du Parti Démocratique, PDM, Moldova, Vice-Président de l'IS

Henry Ramos Secrétaire Général d'Action Démocratique, Venezuela, Vice-Président de l'IS

Antti Rinne Président du Parti Social-Démocrate Finlandais, SDP, Finlande

Jesús Rodríguez Vice-Président de l'IS, Union Civique Radical, UCR, Argentine

Pedro Sánchez Président du Gouvernement Espagnol, Secrétaire Général du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, PSOE, Espagne, Vice-Président de l'IS

Tiémoko Sangaré Président du Parti Africain pour la Solidarité et la Justice, Adema-PASJ, Mali

Nabeel Shaath Vice-Président de l'IS, Fatah, Palestine

Jan J. Sithole Président du Parti Démocratique du Swaziland, SWADEPA

Mikalai Statkevich Leader du Parti Social-Démocrate du Bélarus (Narodnaya Hramada), BSDP

Sandra Torres Leader de l'Unité Nationale de l'Espoir, UNE, Guatemala, Vice-Présidente de l'IS

Bokary Treta Président du Rassemblement pour le Mali, RPM, Vice-Président de l'IS

Zharmakhan Tuyakbay Président du Parti Social-Démocrate National, OSDP, Kazakhstan

Miguel Vargas Président du Parti Révolutionnaire Dominicain, PRD, République Dominicaine, Vice-Président de l'IS

Faysal Ali Warabe Leader du Parti pour la Justice et le Bien-Être, Somaliland

Svetlina Yolcheva Présidente des Sociaux-Démocrates Bulgares, PBSB, Bulgarie

Bilawal Bhutto Zardari Président du Parti du Peuple du Pakistan, PPP

Martin Ziguélé Président du Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain, MPLC, République Centrafricaine

Mexique

Inauguration of President Andrés Manuel López Obrador

1 décembre 2018



Le 1er décembre 2018, le président nouvellement élu du Mexique, Andrés Manuel López Obrador, du Mouvement de régénération nationale (Movimiento de Regeneración Nacional), MORENA, a prêté serment en tant que cinquante-huitième président du Mexique. Le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, était parmi les invités à la cérémonie d'investiture.



Marrakech

Conférence intergouvernementale pour l'adoption du Pacte mondial sur les migrations

10-11 décembre 2018



“Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits”

La Conférence intergouvernementale, réunie les 10 et 11 décembre à Marrakech au Maroc sous les auspices de l'Assemblée générale des Nations Unies, a été ouverte par le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres. À cette conférence, 164 pays ont formellement adopté le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières qui définit une approche globale commune de la migration internationale, laquelle touche 258 millions de personnes vivant aujourd'hui dans un pays distinct de celui où elles sont nées. L'Internationale Socialiste était représentée à la conférence par son secrétaire général, Luis Ayala.



In Memoriam



Wim Kok
Ancien Premier ministre des Pays-Bas
et ancien vice-président de
l'Internationale Socialiste

1938 - 2018



Maria Jonas
Secrétaire général de
l'Internationale Socialiste
des Femmes, 1985 - 1995

1940 - 2018



Kofi Annan
Secrétaire général des
Nations Unies, 1997 - 2006

1938 - 2018

ACTIVITÉS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

du Conseil à Genève en juin 2018 jusqu'au Conseil à Saint Domingue en janvier 2019

Juin 2018

Réunions des Comités d'Éthique et de Finances de l'IS à Genève

Réunion du Présidium de l'IS à Genève

Réunion du Conseil de l'IS à l'ONU, Genève

Participation à la Réunion du Conseil de l'ISF à Genève

Juillet

Participation au symposium Symi à Rhodes en Grèce

Participation à la cérémonie de clôture de la campagne électorale d'Ibrahim Boubacar Keita au Mali

Observation des élections présidentielles au Mali

Septembre

Participation au congrès du MPLA à Luanda, en Angola

Présence à l'inauguration de SE Président Ibrahim Boubacar Keita du Mali

Réunion du Présidium de l'IS et des chefs d'État et de gouvernement aux Nations Unies à New York au cours du segment de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies

Octobre

Rencontre à Mexico avec le nouveau Président du Congrès de l'Union, LXIV^e législature du Mexique, élu par la nouvelle majorité formée par le Mouvement de régénération nationale, MORENA

Rencontre avec la Vice-présidente de l'IS du Mexique

Participation à la 139ème Assemblée de l'Union interparlementaire à Genève

Réunion des parlementaires membres de l'IS à la 139ème Assemblée de l'UIP à Genève

Novembre

Réunions avec membres de la direction du parti social-démocrate finlandais à Helsinki

Décembre

Présence à l'investiture d'Andrés Manuel López Obrador en tant que nouveau Président du Mexique

Participation à la Conférence intergouvernementale des Nations Unies sur le Pacte mondial pour les migrations à Marrakech, au Maroc

Rencontre avec le Vice-président de l'IS Pedro Sánchez, Président du Gouvernement espagnol, à Madrid

Janvier 2019

Réunions des Comités d'Ethique et des Finances de l'IS à Saint Domingue, République Dominicaine

Réunion du Présidium de l'IS à Saint Domingue, République Dominicaine

Réunion du Conseil de l'IS à Saint Domingue, République Dominicaine
